

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 038 | DU 1^{er} AU 15 DÉCEMBRE 2016



STRATÉGIE NATIONALE POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

LE CHANTIER EST EN PLACE



• LA STRATÉGIE NATIONALE POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN CONFECTION PROGRESSIVE



• **KAGA-BANDORO** : LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT FABRIZIO HOCHSCHILD POUR APPRÉCIER LES EFFORTS HUMANITAIRES EN COURS DANS LA RÉGION



• RESTITUER LES CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE DE BRUXELLES



<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

SOMMAIRE

3

LA STRATÉGIE NATIONALE POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN CONFECTION PROGRESSIVE

5

LA SOUS-SECÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'ONU À L'APPUI AUX MISSIONS VISITE LE CAMP FIDÈLE OBROU DE BANGUI

6

KAGA-BANDORO : LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT FABRIZIO HOCHSCHILD POUR APPRÉCIER LES EFFORTS HUMANITAIRES EN COURS DANS LA RÉGION

7

RESTITUER LES CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE DE BRUXELLES

8

LE CHEF DE LA MINUSCA RENCONTRE LE NOUVEAU CARDINAL CENTRAFRICAIN SON ÉMINENCE DIEUDONNÉ NZAPALAINGA

9

UNE JOURNÉE SOUS LE SIGNE DU REJET DE TOUTE VIOLENCE EN RCA

10

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME : LA MINUSCA SENSIBILISE LES POPULATIONS DE BANGUI



Les ondes de la paix

Bangui | Berberati | Bouar | Paoua | Bossangoa | Kaga-Bandoro
Bambari | Bria | Bangassou | Ndélé | Birao | Obo



LA STRATÉGIE NATIONALE POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN CONFECTION PROGRESSIVE



Photo UN / MINUSCA

Réunis au quartier général de la MINUSCA à Bangui, le 2 décembre 2016, les différentes parties prenantes à la rédaction de la Stratégie de la réforme du secteur de la sécurité, à savoir les Ministères de la Défense, de la Justice, des Finances, de la Sécurité et des Eaux et Forêts, l'Assemblée nationale et la section Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) de la MINUSCA, ont examiné l'état dudit secteur, pour en identifier les différents problèmes en vue de formuler des recommandations.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie nationale de la RSS. Les acteurs centrafricains de cette réforme se retrouvent hebdomadairement avec l'Unité RSS de la MINUSCA pour s'adonner à un travail minutieux de relecture, de corrections et d'amendements de tous les axes stratégiques de ce document fondamental qui servira d'outil de travail aux décideurs centrafricains dans la relève du secteur de la sécurité, toutes structures confondues, en RCA.

En introduisant les présentations, Carole Baudoin, Cheffe de l'Unité de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) à la MINUSCA, a indiqué qu'il s'agissait d'un exercice de relecture avant que le document en confection ne passe devant un comité technique dé-

signé pour les ultimes appréciations avant validation.

Mamadou Toure de l'Unité RSS de la MINUSCA a eu la responsabilité des deux présentations de cette séance de travail. L'état des lieux n'est à l'évidence guère reluisant : du Pilier Défense à celui de la communication en passant par les eaux et forêts ou des Forces de Sécurité Intérieure, le constat est presque toujours identique : absence de vision stratégique et d'une politique de gestion des ressources humaines, insuffisance de moyens matériels, sous-qualification, favoritisme, dégradation avancée des infrastructures, etc.

Aussi, les actions recommandées se déclinent-elles en l'assainissement de la gouvernance et de l'Etat de droit ; au renforcement de la sécurité des personnes et des biens et à la restauration de l'autorité de l'Etat. Il s'agira également de renforcer les capacités des acteurs de la sécurité.

La Stratégie nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité vise à une finalité précise : bâtir une nation forte, unie et prospère, privilégiant le dialogue, la justice et l'esprit de réconciliation et répondant aux aspirations profondes de paix, de sécurité et de bonne gouvernance exprimées par les populations ■

EN BREF

■ **LE COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE DE LA MINUSCA**, le Général Daniel Sidiki Traoré, a affirmé que ses troupes seront intransigeantes en cas de nouveaux affrontements, que ce soit à Bria ou partout ailleurs en Centrafrique, tout en précisant que des consignes ont été déjà données aux Casques bleus, pour adopter une posture musclée. À cet effet, une ligne rouge a été installée autour de la ville de Bria et que tous les groupes armés qui tenteraient de franchir cette ligne seraient « responsables de ce qui leur aurait arrivé », a-t-il prévenu.

■ **LA POLICE DE LA MINUSCA** a assuré la couverture sécuritaire des manifestations entrant dans le cadre de la commémoration de la proclamation de l'indépendance de la République Centrafricaine. Le clou de cette commémoration a été le défilé militaire et civil qui s'est déroulé le 1^{er} Décembre 2016 sur l'Avenue des Martyrs, et auquel la Police de la MINUSCA a apporté son expertise en matière de sécurisation et une gestion des foules.

■ **LE 3 DÉCEMBRE 2016** sur le terrain de Sagbado situé entre le 3^e et le 6^e arrondissement de Bangui et qui était naguère encore un no man's land de violence, ont été organisées des manifestations sportives pour célébrer la paix. Sur l'invitation de deux associations de femmes appuyées par la MINUSCA, quatre équipes de football ont disputé des matches de football pour concrétiser le vivre ensemble entre musulmans et chrétiens. Ces derniers s'étaient affrontés, au plus fort de la crise, sur le même site. Paix et reconstruction étaient les maîtres mots de ces rencontres auxquelles ont participé le responsable des groupes d'auto-défense du PK5, Mohamed Ali Fadoul, la députée du 3^e arrondissement, Bernadette Mbounou et quelques personnalités du ministère de la Réconciliation.

■ **SUR LA SITUATION À BRIA**, la MINUSCA a pris des mesures pour protéger les civils dans la ville et en particulier les déplacés, dont quelques 6.000 près de sa base et environ 5.000 au bord de l'aérodrome. En outre, les Casques bleus effectuent également des patrouilles pour protéger les 485 civils peulhs qui ont décidé de rester près de leurs résidences.

■ **LA MINUSCA SOUTIEN LA RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ ET À LA COHÉSION SOCIALE**, par la formation de formateurs à l'endroit de 30 sous-officiers des FACA et le projet de Réduction de Violence communautaire (RVC), avec le début des activités de formation professionnelle à Bangui. Les premiers 254 bénéficiaires retenus dans la première phase prennent ont pris des cours tels que la mécanique, la maçonnerie, la couture

ou l'informatique dans six centres de formation de la capitale centrafricaine. Le projet vise à soutenir la réinsertion socio-économique de 3.000 ex-combattants et jeunes-à-risque associés aux groupes armés à Bangui.

■ **L'ÉCOLE GBAYA DOMBIA**, située au quartier Kilomètre 5 dans le 3^e arrondissement de Bangui, a accueilli l'équipe de sensibilisation de la MINUSCA sur la promotion de l'éducation de la jeune fille pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles. Les élèves des classes de CM1 et CM2 de l'école Koudoukou voisine ont eux aussi été invités à prendre part à cette activité, en présence des parents d'élèves et les enseignants qui ont pris bonne note de leur rôle dans ce processus de lutte contre les violences basées sur le genre.

■ **LA DIVISION DES DROITS DE L'HOMME DE LA MINUSCA** en collaboration avec la composante Police de la Mission et la Police nationale centrafricaine a animé une conférence débat, le 8 décembre 2016, à l'attention de 29 participants dont 12 femmes issues de la société civiles. Lors des exposés, le travail de la police a été défini selon cinq axes à savoir assurer la sécurité des personnes, des biens et des institutions, maîtriser les flux migratoires et lutter contre l'immigration illégale, lutter contre la criminalité organisée, la grande délinquance, protéger le pays contre la menace extérieure et maintenir l'ordre public.

■ **EN VISITE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE DU 4 AU 6 DÉCEMBRE 2016**, les Directeurs des secours d'urgence du Comité permanent inter organisations (IASC) et du Groupe des Nations Unies pour le développement pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont pu se rendre compte, à Kaga Bandoro comme à Bangui, des efforts entrepris en vue de répondre aux besoins humanitaires ainsi que des exigences du redressement de la Centrafrique.

■ **À LA FAVEUR DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE SANCTIONNANT LA FIN DE LA MISSION**, la délégation a exprimé la volonté de faire en sorte que les annonces de contribution de la Conférence de Bruxelles « *deviennent une réalité, avec un impact positif sur la vie des Centrafricains les plus vulnérables* » comme l'a souligné Fabrizio Hochschild, Coordonnateur humanitaire pour la Centrafrique ■

LA SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'ONU À L'APPUI AUX MISSIONS VISITE LE CAMP FIDÈLE OBROU DE BANGUI



Photo UN / MINUSCA

Avant entamé une visite à Bangui le 30 novembre 2016, la Sous-Secrétaire générale des Nations Unies à l'Appui aux Missions, Lisa Buttenheim, a visité, le 2 décembre, le site de construction du camp Fidèle Obrou, situé dans le premier arrondissement de Bangui et qui abrite, pour l'heure, le contingent égyptien de la MINUSCA.

Bâtir des infrastructures durables à laisser en héritage aux pays où s'exercent des missions de paix, telle est la nouvelle vision de la Secrétaire générale adjointe qui, en visitant ce camp voulait s'assurer de l'adéquation de la vision des Nations Unies avec l'application du programme sur le terrain.

En effet, la construction du camp Fidèle constitue la phase pilote d'un vaste programme de construction de bases militaires en RCA. En quinze jours d'activités, ce programme qui est le fruit du partenariat triangulaire entre les Services d'Appui à la Mission, le contingent égyptien et le Projet Jeunes à Risque, a généré 1800 emplois par jour dont 16% au bénéfice des femmes. Il a mobilisé une dizaine d'ex-combattants, plus de 40 femmes et plusieurs dizaines d'hommes engagés dans le Projet jeunes à risque.

Lisa Buttenheim a dit ses « *félicitations à la Mission pour cette initiative qui appuie de façon remarquable le processus de paix et aide à lutter contre la pauvreté*

en générant de nombreux emplois ». En sa qualité de Responsable du Projet Jeunes à Risque de la MINUSCA, Adérémi Aibinu s'est dit satisfait de cette idée qui a un impact évident sur la cohésion sociale. « *Tout cet argent investi permet non seulement d'avoir des infrastructures durables, mais donne aussi de l'emploi à des jeunes et surtout les aide à développer de nouvelles aptitudes* », a-t-il conclu.

Pour rappel, le Service d'Appui à la Mission, à travers ce programme, se propose d'améliorer les conditions de vie et de travail du personnel militaire centrafricain. Ces infrastructures seront transférées au Gouvernement à la fin de la mission ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Alors que la République centrafricaine attendait 1.684 milliards de dollars sur les trois prochaines années, elle en a obtenu, à l'issue de la conférence de bailleurs de fonds, 2.268 milliards (1130 milliards de FCFA), soit un surplus de 41%. ■

KAGA-BANDORO : LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL ADJOINT FABRIZIO HOCHSCHILD POUR APPRÉCIER LES EFFORTS HUMANITAIRES EN COURS DANS LA RÉGION



Photo UN / MINUSCA

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Fabrizio Hochschild, accompagné des directeurs régionaux des agences, programmes et Fonds du Système des Nations Unies, dont UNICEF, OCHA, le PNUD et la FAO, a effectué une visite de travail à Kaga-Bandoro le 5 décembre 2016, pour voir les efforts humanitaires et de développement qui s'y déroulent, afin d'apporter une réponse la plus adéquate possible.

Sur place, les membres de la délégation se sont entretenus avec le chef de bureau, Renner Onana, et responsables de la Force et de la Police de la MINUSCA avec qui ils ont passé en revue la situation dans la région. L'accent a été mis sur les volets sécuritaire et humanitaire caractérisés, en l'occurrence par la relocalisation de quelques 19.525 déplacés vivant devant la base de la MINUSCA, vers le site Lazare en cours d'aménagement.

Selon les statistiques fournies par OCHA, près de 3.500 personnes ont déjà exprimé leur accord et sont prêtes à être transférées sur le nouveau site. Les membres du comité des déplacés ont, en revanche, mis en relief des réticences de personnes qui ne souhaiteraient pas être relocalisées sur le nouveau site. Et au nombre de

leurs préoccupations, l'éloignement du site par rapport à la ville et les difficultés d'accès aux écoles et aux services de santé.

Autres interlocuteurs, les acteurs humanitaires, dont le Programme alimentaire mondial qui apporte actuellement une assistance en vivres à 27.000 personnes dont 22.000 déplacés internes dans la région. L'OMS a, pour sa part, plaidé pour l'intervention rapide de partenaires dans le domaine de la santé, soulignant l'absence actuelle de médecin national dans toute la Préfecture de la Nana-Gribizi outre le non-fonctionnement du tiers des 31 centres de santé existants.

Le Coordonnateur humanitaire, Fabrizio Hochschild, a affirmé qu'« il est difficile de mener des activités de relèvement et de développement dans un contexte sécuritaire volatile, où les acteurs humanitaires et de développement se sentent menacés », avant d'appeler les acteurs locaux à jouer leur partition dans la normalisation de la situation.

Il convient de rappeler que le Coordonnateur humanitaire, Fabrizio Hochschild s'était déjà rendu à Kaga-Bandoro le 15 octobre 2016, suite aux violences entre groupes armés du 12 octobre 2016 qui ont fait des dizaines de victimes et des milliers de déplacés, décuplant ainsi les défis humanitaires ■

RESTITUER LES CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE DE BRUXELLES



Photo UN / MINUSCA

Le ministre centrafricain de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Félix Moloua, a animé le 7 décembre 2016, une conférence de presse à son cabinet afin de restituer les conclusions de la table-ronde des bailleurs de fonds pour la République centrafricaine tenue les 17 et 18 novembre à Bruxelles.

D'entrée de jeu, Felix Moloua a rappelé que le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix, (RCPCA) qui a été le document de base des travaux de Bruxelles, est un Plan de sortie de crise confectionné par l'Etat centrafricain avec l'assistance technique de la communauté internationale. Ce plan, a-t-il souligné, prend en compte les préoccupations des populations centrafricaines qui se résument dans le triptyque des piliers mis en exergue par le Plan, à savoir: la restauration de la paix, de la sécurité et la réconciliation ; le renouvellement du contrat social entre l'état et la population; et la promotion du relèvement économique et la relance du secteur productif.

À Bruxelles, a rappelé le ministre, « il s'agissait de présenter à nos partenaires techniques et financiers ce Plan national de relèvement et de consolidation de la Paix et de faire un plaidoyer qui soit à la hauteur de nos défis. Notre plan a été approuvé : sur 91 invités, il y a eu à Bruxelles plus de 80 délégations, ce qui témoigne de l'intérêt de la Communauté internationale pour la Centrafrique (...) Nous avons pu mobiliser plus que nous attendions de la communauté internationale », s'est réjoui le ministre Moloua.

Le ministre l'Économie, du Plan et de la Coopération a enfin annoncé la création prochaine d'un « secrétariat technique permanent » qui sera une structure de coordination, de suivi et de mise en œuvre du plan sur les

trois prochaines années. Ce secrétariat a-t-il expliqué, « rassemblera des compétences nationales de haut niveau » assistés par des experts internationaux « afin que tout soit fait dans les règles au bénéfice de la Centrafrique. »

Cette conférence de presse a enregistré la présence du chef de la délégation de l'Union européenne, Jean-Pierre Reymondet-Commy, et le Représentant-Résident du PNUD, Fabrizio Hochschild, ainsi que celle des représentants de la Banque Mondiale, de l'Union Africaine et de la Banque Africaine de développement (BAD), partenaires financiers engagés dans le soutien à la Centrafrique et représentés à la Table ronde de Bruxelles ■



LE CHEF DE LA MINUSCA RENCONTRE LE NOUVEAU CARDINAL CENTRAFRICAIN SON ÉMINENCE DIEUDONNÉ NZAPALAINGA

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Parfait Onanga-Anyanga, s'est entretenu, le 06 décembre 2016, avec Son Éminence Dieudonné Nzapalainga, élevé depuis le 19 novembre 2016 au rang de cardinal par le Pape François.

« Je suis venu rendre hommage et saluer son éminence après avoir eu le privilège extraordinaire de participer à sa création comme cardinal au Vatican. C'est un moment important pour nous, pour la RCA et nous espérons que les fruits de ce signe de la providence vont vraiment accompagner cette Nation pour qu'elle puisse guérir de toutes ses blessures », s'est exprimé le chef de la MINUSCA au sortir de la rencontre.

Un moment fort apprécié par Son Éminence Nzapalainga qui a en a profité pour lancer un appel aux Centrafricains de tous bords, les invitant au sursaut patriotique : « les messages sont clairs, la guerre n'a jamais

résolu des problèmes mais la guerre ne laisse que des dégâts et toujours des dégâts humains mais aussi matériels et à un moment donné, il faut prendre le temps de se regarder en face, nous asseoir et parler entre nous », a-t-il exhorté. Avant de saluer la contribution de la MINUSCA au retour de la paix et de la stabilité en République centrafricaine.

Le chef de la MINUSCA a continué en réaffirmant le soutien de l'ONU à la RCA. Il a, enfin, dit sa reconnaissance devant l'important travail mené par la plateforme religieuse centrafricaine que dirige le chef de l'Église catholique dans le pays. « C'est dans le cœur et l'esprit des Hommes que commencent les guerres et ce que nous, MINUSCA, ne pouvons faire, son Éminence peut le faire avec ses frères dans le cadre de la plateforme religieuse. Avec sa force, son influence, son autorité morale, il peut atteindre des dimensions que nous aurons du mal à toucher » ■

L'ENGAGEMENT DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES CÉLÉBRÉ EN RCA

En 1985, les Nations Unies ont décrété le 5 décembre, journée internationale des volontaires. Depuis lors, chaque année, des manifestations sont organisées au cours de cette journée pour montrer l'impact du travail des volontaires dans le processus de paix dans le monde et célébrer leurs actions.

Ils sont actuellement 143 volontaires internationaux et 55 nationaux « à travailler souvent dans des conditions souvent extrêmement difficiles » en République centrafricaine, comme le souligne Davy Moundongo, coordonnateur du programme des volontaires des Nations Unies à la MINUSCA. Le 5 décembre 2016 a donc été l'occasion pour eux de rappeler à quel point leur œuvre est primordiale dans le processus de stabilisation de ce pays fragilisé par la crise politique.

Une activité récréative a été organisée, pour expliquer aux populations l'esprit du volontariat et les objectifs visés par ce type d'engagement. Chargée de programme pour le compte des agences du système des Nations Unies en RCA, Elisabeth Vilar, en fin de mission, a saisi l'occasion pour partager son expérience en tant que vo-

lontaire en Centrafrique : « le volontariat, c'est aider son prochain. Tout le monde peut être volontaire car aider un petit enfant à traverser la rue ou un handicapé à accomplir une tâche sont également des actes de volontariat ».

A Berberati, les volontaires ont marqué l'évènement en organisant le même jour, une activité récréative qui a regroupé plus de 2000 enfants de tous âges. Le programme était composé de jeux concours sur le droit des enfants, de concours de récitation et de danse, d'un test sur la culture générale etc. Des lots composés de sacs, cahiers, stylos et t-shirts ont été remis aux gagnants des différents concours. Également, un lot de kits scolaires a été remis à l'association « Secours Enfants en détresse » pour venir en aide aux enfants défavorisés. Les bénéficiaires ont salué « ce geste des volontaires qui traduit leur engagement à appuyer les plus démunis à avoir droit à l'éducation ». Un engagement que traduit si bien le slogan des volontaires: l'« inspiration en action » !

Rappelons qu'en RCA, depuis le début des activités de l'ONU, environ 700 volontaires internationaux sont intervenus dans différents domaines ■

UNE JOURNÉE SOUS LE SIGNE DU REJET DE TOUTE VIOLENCE EN RCA



Le 10 décembre 1948 était adoptée la Déclaration universelle des Droits de l'Homme par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Aussi cette date a-t-elle été consacrée comme journée internationale des droits de l'homme par l'ONU afin d'évaluer les progrès réalisés dans ce registre à travers le monde. La RCA n'est pas en reste. Dans la capitale comme à l'intérieur du pays en l'occurrence à Kaga-Bandoro et Berberati, diverses manifestations ont émaillé cette journée particulière.

A Bangui, une cérémonie officielle a eu lieu au stade 20.000 Places, le 10 décembre 2016, pour commémorer l'évènement. Organisée par la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA, elle a vu la présence de plusieurs personnalités gouvernementales aux

côtés de celles de la Mission, ainsi que des organisations de promotion et de défense des droits de l'homme et du grand public.

Les messages du Haut-commissaire aux droits de l'homme et du Secrétaire général des Nations Unies, délivrés aux participants, ont insisté sur la nécessité pour tous de s'approprier les défis liés au thème de cette année : « Levez-vous pour défendre les droits de quelqu'un aujourd'hui ! ».

À Kaga-Bandoro, une table-ronde sur le thème des droits de l'homme a réuni une quarantaine d'activistes des droits de l'homme, des autorités locales et des représentants de jeunes et de femmes autour de la thématique de la Journée. Les droits fondamentaux des femmes et des jeunes filles ont aussi fait aussi fait l'objet de séances d'information mobilisant plus de 450 femmes, musulmanes et

chrétiennes provenant de différents camps de déplacés.

A Berberati, les activistes des ONG de défense des droits de l'homme de la préfecture de la Mambéré-Kadéi ont organisé des marches pour célébrer la Journée Internationale des droits de l'homme. Discours des autorités locales suivis de sketches dénonçant les violences basées sur le Genre ont émaillé cette journée à laquelle la MINUSCA a pris une part significative.

Le 10 décembre marque aussi à travers le pays la clôture de la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre. Du 25 novembre au 10 décembre, nombreuses ont été les initiatives de sensibilisation du grand public sur ce fléau qui, a bien des égards, constitue une grave entorse au respect des droits de l'homme ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Un accent particulier a été mis sur les résolutions 1325, 1820, 1888, 1889, 2106, 2122 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui sanctionnent les violences sexuelles, l'impunité et renforce le droit d'accès des victimes en particulier des femmes et des filles à la justice et à la protection ■

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME : LA MINUSCA SENSIBILISE LES POPULATIONS DE BANGUI



Photo UN / MINUSCA

En prélude à la journée internationale des droits de l'homme célébrée le 10 décembre de chaque année, la Division des droits de l'homme de la MINUSCA, en collaboration avec celle de l'information publique et des ONG locales, a organisé, les 5 et 6 décembre 2016, deux journées de sensibilisation à Bangui.

Le 5 décembre, l'équipe s'est entretenue avec une cinquantaine d'élèves issus de différents lycées de Bangui. Coordinateur du réseau des journalistes pour les droits de l'homme en Centrafrique et partenaire de l'évènement, Thierry Khondé Balandegue, instruit les jeunes par-

ticipants sur le fonctionnement et les activités de son réseau. Des dépliants de la charte des droits de l'homme leur ont été distribués à l'issue de l'activité.

Le 6 décembre, l'équipe de sensibilisation a rencontré une cinquantaine de femmes revendeuses dans différents marchés de Bangui. Elles se sont également imprégnées des notions des droits de l'homme et ont levé le voile sur leurs principales préoccupations, avec au premier rang, l'insécurité.

« Nous voulons la paix », ont scandé en cœur ces femmes que la situation sécuritaire du pays limite dans leurs activités. « Quand

on me parle de droit de l'homme, je pense à la liberté de pouvoir vaquer librement à mes occupations. Ceci est actuellement difficile à cause de la situation sécuritaire et de la difficulté à circuler librement à toute heure », confie Patou, revendeuse de légumes au marché central de Bangui.

Des recommandations ont été formulées à l'issue des deux rencontres, au nombre desquelles l'amélioration de l'environnement sécuritaire afin de permettre à tous de vaquer librement à leurs occupations. Recommandations, bien sûr, prises en compte par la MINUSCA dans le processus de stabilisation du pays ■

LES PERSONNES HANDICAPÉES DE CENTRAFRIQUE AU CŒUR D'UNE CONFÉRENCE-DÉBATS



Le 3 décembre 2016, la République centrafricaine, à l'instar des autres pays a commémoré La Journée internationale des personnes handicapées, fidèle à l'un des principes de base de l'ONU, inspiré de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui stipule que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. »

C'est au Stade Omnisports de Bangui que se sont déroulées les activités liées à la célébration de cette journée. L'Organisation nationale des Personnes handicapées (ONPH) en collaboration avec la MINUSCA, ont organisé une Conférence-débats au cours de laquelle les partici-

pants ont échangé sur la place des personnes handicapées dans la société et sur les stratégies mises en place pour les aider à comprendre et à faire valoir leurs droits. « Les manifestations organisées à cette occasion invitent toute personne à modifier le regard qu'elles portent sur les personnes handicapées », a souligné l'officier des Droits de l'Homme de la MINUSCA, Marguerite Bukuru, en marge de cette conférence. Une vision des choses que vient renforcer Anatole Kossikali, jeune handicapé, qui soutient que « nous sommes aussi des acteurs de la société, et nous voulons le faire valoir ».

Et comme le souligne le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, dans son mes-

sage pour l'édition 2016 de cette Journée : « il reste beaucoup à faire pour que les personnes handicapées puissent mettre à profit tout leur potentiel et soient appréciées comme des membres à part entière de la société. Il nous faut lutter contre les stéréotypes et la discrimination qui perpétuent l'exclusion et créer un environnement accessible, favorable et ouvert à tous ».

Un match de football opposant deux équipes de personnes vivant avec un handicap a clôt cette journée qui a permis à plus d'un d'avoir un regard différents sur les handicaps qui frappent certains membres de la communauté ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Selon les statistiques disponibles au Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), l'on compte un médecin pour 20.000 personnes en Centrafrique. En l'absence de capacité étatique, 50.3% des formations sanitaires fonctionnelles bénéficient d'un appui des acteurs humanitaires ■

EN LIGNE | ONLINE



MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>